

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 27/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KERVAL Centre Armor (Ti Valo)

69 Rue Chaptal
CS 70556
22000 Saint-Brieuc

Références : 2024
Code AIOT : 0005500309

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2024 dans l'établissement KERVAL Centre Armor (Ti Valo) implanté Zone Industrielle des Chatelets Rue du Boisillon 22440 Ploufragan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KERVAL Centre Armor (Ti Valo)
- Zone Industrielle des Chatelets Rue du Boisillon 22440 Ploufragan

- Code AIOT : 0005500309
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site exploite des installations de traitement de déchets (compostage de déchets et fabrication de combustible solide de récupération), et de transit et de tri de déchets non dangereux réglementés par l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2015.

L'établissement est soumis à la directive IED du 24 novembre 2010 pour l'exploitation de son activité de compostage et de fabrication de CSR au titre de la rubrique 3532 de la nomenclature.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/12/2015, article 9.2.4	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.4	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Conformité au dossier de demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 21/12/2015, article 1.3.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite aux constats, une mise en demeure est proposée concernant :

- le respect de l'article 9.2.4 de l'arrêté préfectoral du 21/12/2015, définissant les moyens de lutte incendies.
- le respect de l'article 13.4 de l'arrêté ministériel 06/06/2018, définissant les conditions de stockage des déchets.
- de l'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 21/12/2015, définissant le respect du dossier.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2015, article 9.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] - d'un bassin d'eau équipée de deux cannes d'aspiration fixes et d'une plateforme stabilisée pouvant accueillir un total de 6 stations de pompage , - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières

<p>stockées.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'installation dispose de trois lagunes, la lagune n°1 est non fonctionnelle ; - l'inspection a constaté sur place que la lagune n°2 est en eau et dispose d'un accès signalé ; - l'exploitant déclare que la lagune n°2 est enregistrée auprès du SDIS ; - La lagune n°1 dispose de deux cannes d'aspiration fixes ; - une plateforme est présente devant la lagune n°1 ; - cette plateforme présente des ornières de passages d'engins ; - la plateforme est à proximité immédiate de la lagune n°2. <p>Ces constats ont déjà faits l'objet d'une demande de mise en conformité sous un délai de trois mois, suite à l'inspection du 14 septembre 2023. Ce délai était échu le jour de la présente inspection. Ainsi, la prescription n'est toujours pas respectée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit respecter l'article 9.2.4 de son arrêté préfectoral, ceci peut se faire notamment en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - installant deux cannes d'aspiration fixes sur une lagune en eau et fonctionnelle ; - stabilisant la plateforme pour accueillir un total de 6 stations de pompage ; - validant auprès du SDIS l'installation (plateforme et canne d'aspiration) ; - Ou toute autre proposition dûment justifiée de l'exploitant.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1mois</p>

N° 2 : Entreposage des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</p> <p>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).</p> <p>La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p>

L'inspection a constaté d'importants volumes de bois et de déchets. Les dépôts étaient susceptibles de dépasser les six mètres. Le prestataire s'est engagé à répartir la hauteur des déchets afin d'en diminuer la hauteur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en place les moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1mois

N° 3 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2015, article 1.3.1
Thème(s) : Situation administrative, Conformité
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.
Constats : L'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance le 5 juillet 2023 concernant la modification des zones de stockage en extérieur. Les nouvelles zones de stockage Z1, Z2 et Z3 sont respectées. Néanmoins, elles ne sont pas matérialisées physiquement sur site. La zone de stockage Z4 n'est pas respectée. Une vingtaine de balles de CSR est présente hors zone. De plus, le stockage du CSR Z4 est situé à moins de 15 mètres de la cribreuse et à moins de 5 mètres du compost criblé. Cela ne permet pas de respecter la modélisation des flux thermiques (point 5.2.3.3. du PAC), augmentant un risque de propagation d'incendie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit respecter les plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés. Les zones de stockage devront être représentées physiquement sur le site afin de permettre le respect de la modélisation des flux thermiques et leur maintien de la part des différents opérateurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1mois